

STATUTS de l'association

« GardonS Patrimoine & Environnement »

ARTICLE 1 : CONSTITUTION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

ARTICLE 2 : DÉNOMINATION

« GardonS Patrimoine & Environnement »

ARTICLE 3 : OBJET

L'Association a pour objet la défense et la protection - de l'urbanisme, de l'environnement et du cadre de vie de la commune de Boisset et Gaujac : s'opposer aux projets et aux réalisations susceptibles d'altérer les paysages ou le cadre et la qualité de vie des habitants et animaux, de nuire à leur santé ; mener les actions nécessaires à cette protection ; promouvoir un urbanisme respectant les droits des riverains, notamment du point de vue de la tranquillité, de la sécurité de tous et de la préservation de la nature; lutter contre les risques, pollutions et nuisances engendrés notamment par des installations, ouvrages et aménagements publics ou privés susceptibles de concerner le cadre de vie, les espaces naturels avoisinants ou d'obérer la valeur du patrimoine des habitants; soutenir les projets et les réalisations entreprises en faveur de la protection de l'environnement et du cadre de vie de ses habitants.

Les moyens d'action de l'Association sont tous ceux autorisés par la loi et qui permettent de concourir à la réalisation des buts de l'Association énumérés ci-dessus, notamment : la sensibilisation du public par des réunions et des campagnes publiques, la publication de bulletins d'information, la participation aux actions publiques en matière d'environnement et cadre de vie, les actions en justice.

Elle exerce son action sur le territoire de la commune de Boisset et Gaujac et des communes environnantes. Elle exerce également son action à l'égard de tout fait et notamment de tout projet ou aménagement, fait

de pollution ou de nuisance qui, bien que né en dehors de sa compétence géographique, serait de nature à porter atteinte à l'environnement de la commune de Boisset et Gaujac et des communes environnantes.

ARTICLE 4 : SIÈGE SOCIAL

Le Siège Social de l'Association est situé dans la commune de Boisset et Gaujac (30140). L'adresse postale sera fixée par le Conseil d'Administration. Le siège social pourra être transféré par décision du Conseil d'Administration, qui devra être ratifiée lors de l'Assemblée Générale ordinaire, suivant cette décision.

ARTICLE 5 : DURÉE

La durée de l'Association est illimitée.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

L'Association se compose de Membres bénévoles, de Membres Actifs, Membres d'honneur.

Sont Membres bénévoles ceux qui n'ont pas versé une cotisation pour l'année en cours.

Sont Membres Actifs ceux qui ont versé une cotisation pour l'année en cours, dont le montant est libre.

Sont membres d'honneur ceux qui ont rendu des services signalés à l'association.

Ces différentes catégories de membres, sont toutes membres de l'Assemblée générale et possèdent une voix délibérative.

ARTICLE 7 : ADMISSION

Pour faire partie de l'association, il faut être :

- agréé par le Conseil d'Administration qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées,
- adhérer aux présents statuts

ARTICLE 8 : PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de Membre se perd par :

a) la démission

b) le décès

c) la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave. L'intéressé sera invité au préalable et par lettre recommandée à se présenter devant le Conseil d'Administration pour fournir des explications.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DES MEMBRES

Aucun membre de l'Association n'est personnellement responsable des engagements contractés par elle. Seul le patrimoine de l'association répond de ses engagements.

ARTICLE 10 : RESSOURCES

Les ressources de l'Association se composent:

- des cotisations versées par ses Membres ;
- des dons, legs et subventions qui pourront lui être accordés par les particuliers, les entreprises ou les collectivités publiques, destinés à lui permettre d'atteindre ses buts ;
- des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle peut posséder ou avoir en gérance ;
- du produit des manifestations qu'elle organise ;
- de toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires, notamment le recours en cas de nécessité à un ou plusieurs emprunts bancaires ou privés sur décision de l'Assemblée générale.

ARTICLE 11 : ADMINISTRATION

L'Association est dirigée par un Conseil d'Administration composé de Membres élus par l'assemblée générale pour 3 ans.

Les Membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration est composé de 3 personnes au moins et de 21 personnes au plus.

Il choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un Bureau composé de :

1° un(e) président(e) et s'il y a lieu un(e) vice- président(e)

2° un(e) secrétaire et, s'il y a lieu, un(e) secrétaire adjoint(e)

3° un(e) trésorier(e), et s'il y a lieu un(e) trésorier (e) adjoint(e)

Le Président représente l'Association dans les actes de la vie civile, et dans le cadre des actions (notamment des actions en justice) décidées par le Conseil d'Administration.

En cas de vacances, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres.

L'Assemblée Générale Ordinaire qui suit, statue sur ces remplacements provisoires.

Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

ARTICLE 12 : POUVOIR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte ou opération qui entrent dans l'objet de l'Association, mais dans les limites de celui-ci et du cadre des résolutions adoptées par décision collective de ses membres.

Le Conseil d'Administration peut autoriser tout acte ou opération qui ne sont pas statutairement de la compétence de l'assemblée générale.

Il veille à la mise en œuvre des orientations décidées en Assemblée Générale, à la préparation des bilans, de l'ordre du jour et des propositions de modification du règlement intérieur présenté en Assemblée générale.

Le Conseil d'Administration décide d'ester en justice, tant en demande qu'en défense.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président ou à la demande du quart au moins de ses membres.

Quorum : La présence ou la représentation de la moitié du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Le vote par procuration est autorisé et limité à 2 procurations par membre disposant du droit de vote délibératif.

Les décisions sont adoptées à la majorité relative des membres présents ou représentés ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances, celui-ci est signé par le président. Nul ne peut faire partie du Conseil d'Administration s'il n'est pas majeur.

Le Conseil d'Administration peut délibérer par voie de consultation écrite des administrateurs dans des conditions assurant la collégialité de la délibération, et également dans le cadre d'une réunion à distance par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Pour tout engagement de dépense la signature du Président ou celle du Trésorier est requise.

Le Président et le Trésorier sont habilités pour faire ouvrir tout compte bancaire auprès de tout établissement de crédit, effectuer tout emploi de fonds, contracter tout emprunt. Ils décident de tous actes, contrats, marchés, investissements, achats, ventes, demandes de subventions nécessaires au fonctionnement de l'association. Ils sont également compétents pour les contrats de travail et fixent les rémunérations des salariés de l'association.

ARTICLE 13: ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur demande de la moitié plus un de ses membres.

Les Membres de l'Association sont convoqués quinze jours au moins avant la date fixée par courrier ordinaire ou par message électronique (mail). L'Ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Tout membre qui ne peut assister à l'Assemblée générale a la possibilité de se faire représenter par l'adhérent de son choix, en lui donnant un pouvoir dûment rempli et signé.

Ne pourront être traitées, lors de l'assemblée générale, que les questions soumises à l'ordre du jour.

Quorum : L'assemblée générale Ordinaire peut se dérouler dès lors qu'un quart (25%) de ses membres sont présents ou représentés. Le vote par procuration est autorisé et limité à 2 procurations par membre disposant du droit de vote délibératif.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée sera convoquée, celle-ci pourra valablement se tenir sans condition de quorum.

Les votes se font à main levée sauf si le quart des membres demandent le vote à bulletin secret.

Le Président, assisté des membres du Conseil d'Administration, préside l'Assemblée Générale ordinaire et expose la situation morale de l'Association.

Le Trésorier rend compte de sa gestion financière et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée générale. Celle-ci approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité simple des Membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

L'assemblée générale ordinaire peut délibérer par voie de consultation écrite de ses membres dans des conditions assurant la collégialité de la délibération, et également dans le cadre d'une réunion à distance par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Il est procédé après épuisement de l'ordre du jour au remplacement, au scrutin secret, des membres du Conseil d'Administration sortants.

ARTICLE 14 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, à la demande du Conseil d'Administration ou sur demande de la moitié plus un des Membres, le Président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les modalités prévues par l'article 13.

Quorum : L'assemblée générale extraordinaire peut se dérouler dès lors qu'un quart (25%) de ses membres sont présents ou représentés. Le vote par procuration est autorisé et limité à 2 procurations par membre disposant du droit de vote délibératif.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale extraordinaire sera convoquée, celle-ci pourra valablement se tenir sans condition de quorum.

La modification des statuts ou la dissolution de l'Association ne peut être décidée que par une assemblée générale extraordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des Membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

L'assemblée générale extraordinaire peut délibérer par voie de consultation écrite de ses membres dans des conditions assurant la collégialité de la délibération, et également dans le cadre d'une réunion à distance par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

ARTICLE 15 : MODIFICATION

Le secrétaire de l'association doit faire connaître dans les 3 mois à la préfecture tous les changements survenus dans l'administration ou les statuts de l'association.

Ces modifications sont consignées en outre sur un registre, coté et paraphé.

Les registres et pièces comptables seront présentées sans déplacement sur toute réquisition du préfet lui-même ou à tout fonctionnaire accrédité par lui.

ARTICLE 16 : DISSOLUTION :

En cas de dissolution prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la préfecture correspondant au siège social de celle-ci.

ARTICLE 17 : APPROBATION DES STATUTS

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale constitutive qui s'est tenue à Boisset et Gaujac, le 3 juin 2020

La Présidente,

Mme Christel GIRARD

Le Trésorier,

M. Patrick VIN